



Congrès
de
Poitiers

ADRESSE AU PEUPLE DE FRANCE

Françaises, Français,

Rassemblés en Congrès, nous, les socialistes, nous adressons solennellement à la nation citoyenne.

Ensemble, nous sommes mobilisés pour servir la République. Ensemble, nous sommes engagés pour réussir et réunir : réussir pour la France et réunir les Français.

Nous savons les attentes de résultats et les impatiences des Français qui se sont manifestées lors des dernières élections. Elles sont pour nous une exigence de chaque jour.

Le redressement du pays est en œuvre. Depuis le premier jour des responsabilités confiées par le peuple souverain, dans l'intérêt général et sans relâche, en prenant appui sur les atouts du pays, fort de son unité, fort de sa diversité, fort de sa jeunesse, nous avons affronté toutes les crises qui menaçaient la France, son développement et sa concorde.

Nous avons combattu la crise financière : les comptes publics sont sur la voie du rétablissement. Jamais la souveraineté et la solidarité ne doivent dépendre des marchés.

Nous refusons la crise de l'idéal européen et agissons pour la croissance et l'emploi au cœur de l'Union que l'austérité a dangereusement éloignée des peuples.

Nous menons bataille contre la désindustrialisation et le chômage en modernisant notre appareil productif et en soutenant les entreprises dans la mondialisation. Un grand pays a besoin d'industrie, une grande nation d'innovation.

Nous luttons contre la crise sociale : l'école, le travail, le logement, la santé, la sécurité, la justice, l'égalité femmes-hommes sont nos priorités. En métropole et dans les outre-mers.

Nous refusons la crise de l'avenir. Par l'éducation premier budget. Pour l'emploi des jeunes. Avec la transition énergétique et numérique. Nous voulons une France d'avance.

Nous répondons à la crise civique et démocratique : indépendance de la justice, dialogue social, non cumul des mandats, parité, transparence de la vie publique. Ces conquêtes sont celles de la République, c'est la gauche qui les a forgées et renforcées. Nous devons poursuivre ce mouvement, proposer de nouvelles conquêtes pour restaurer la confiance. Nous voulons une République exemplaire.

Après dix ans de politique de droite, la France s'est arrachée du déclin pour retrouver un destin, le sien, celui d'une nation volontaire et solidaire, engagée pour l'Europe et écoutée dans le monde. Autour du Président de la République, avec le Gouvernement et nos parlementaires, nous sommes fiers de l'action engagée qui conjugue fidélité à nos valeurs et modernité de nos réponses.

Beaucoup de travail reste à accomplir : contre le chômage, la pauvreté, les inégalités ; pour une économie créatrice de richesse et d'emploi, les services publics, la solidarité entre les territoires. Les efforts consentis par les Français produisent des premiers fruits. Cette nouvelle donne économique doit être confortée pour se convertir en activité, en pouvoir d'achat, en

nouveaux droits et permettre d'engager le deuxième temps du quinquennat, celui d'une meilleure répartition des richesses.

D'immenses défis sont devant nous. Ils exigent de réformer et de rassembler, mais aussi d'ajuster notre politique à la nouvelle période.

Ensemble, agissons pour l'emploi et investissons dans l'avenir. Renforcer la compétitivité des entreprises est un engagement ; cette stratégie, pour être pleinement efficace, a aussi besoin de compléments, d'ajustements, d'enrichissements.

Les engagements du patronat en retour du soutien de la nation sont en cours d'évaluation. Ses résultats seront pris en compte pour que soient effectivement respectés les objectifs d'investissement, de formation et d'embauche.

La fiscalité doit devenir plus simple, plus juste, plus écologique : la suppression de la première tranche de l'impôt sur le revenu pour les ménages modestes et les classes moyennes est une première étape, le prélèvement à la source sera la suivante. Initié dans le cadre de la prochaine loi de finances, il sera le socle de la réforme fiscale que les militants socialistes ont appelée de leurs vœux.

L'investissement productif et écologique, privé comme public, doit être encouragé, et d'abord celui des collectivités territoriales qui doit être soutenu : leur contribution est essentielle à la croissance durable et au pacte social.

Ensemble, faisons de l'égalité le fil d'Ariane de la deuxième partie du quinquennat. Le développement économique doit être au service du progrès social.

En trois ans, nous avons permis le départ à la retraite à 60 ans pour les carrières longues, les droits rechargeables à l'assurance-chômage, le compte personnel de formation et le compte pénibilité. Viendront en 2016 la complémentaire-santé pour tous les salariés et la prime d'activité pour quatre millions de travailleurs modestes, y compris les jeunes, puis le tiers payant généralisé en 2017. Ces avancées, obtenues par la gauche face aux conservateurs, améliorent les conditions de vie et de travail.

Nous proposons d'approfondir les chantiers de l'égalité, de la santé à l'environnement, de la culture au logement, du défi du vieillissement aux questions posées par les nouvelles formes de famille et de parentalité. Avec une grande cause : la sécurité sociale professionnelle. Elle répond à l'exigence de qualification dans le nouveau monde, à la précarité causée par un licenciement ou le décrochage scolaire, aux aspirations individuelles. Des jalons ont été posés. Le Chef de l'Etat a proposé d'aller plus loin. Il peut compter sur nous pour bâtir cette grande avancée sociale du quinquennat.

Ensemble, poursuivons la réorientation de l'Europe. Les peuples l'attendent, les socialistes et les sociaux-démocrates la portent.

Doctrine monétaire de la Banque centrale refondée, union bancaire instaurée, plan d'investissements enfin initié, garantie jeunesse créée, lutte contre l'évasion fiscale renforcée – l'Europe prend un nouveau cours et le Président Hollande, avec Matteo Renzi et le soutien des sociaux-démocrates du continent, en est l'inlassable artisan.

Les conquêtes futures s'appellent mutualisation des dettes souveraines, traité social, lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, investissements massifs dans les infrastructures durables de transport et d'énergie, juste échange commercial, excellence environnementale, renforcement du contrôle démocratique et citoyen. Elles seront au cœur de la feuille de route de notre délégation lors du prochain Congrès du Parti socialiste européen à Budapest.

Ensemble, humanisons et maîtrisons la mondialisation. Eco-socialistes, nous agissons pour une nouvelle croissance, qualitative et coopérative, une économie créatrice d'emplois, innovante et performante, qui donne toute leur place à l'usage et au partage, une société du bien être plutôt que du tout avoir, un modèle de développement respectueux de l'environnement et soucieux des générations à venir.

Nous nous engageons de toutes nos forces pour la réussite de la Conférence de Paris sur le climat : il y a urgence car il n'y a pas de deuxième planète que l'humanité pourrait investir après avoir épuisé les ressources de la Terre.

Face au capitalisme financier et au risque majeur qu'il fait courir sur l'économie mondiale, nous militons pour une taxation sur les transactions financières. Sous l'impulsion de la France, onze pays européens vont la mettre en place : nous souhaitons qu'elle le soit le plus rapidement possible, qu'elle s'applique à de nouveaux produits spéculatifs, qu'elle serve à investir dans l'avenir, lutter contre le changement climatique, soutenir le développement avec l'Afrique et pour la Méditerranée.

De nouveaux périls surgissent dans le nouveau monde. Le terrorisme fondamentaliste est un défi considérable pour l'humanité. Daech déploie son idéologie obscurantiste et barbare en Irak et en Syrie, projette sa terreur en Europe, s'implante en Afghanistan. La menace terroriste s'étend en Afrique et en Asie. Elle a frappé notre pays les 7, 8 et 9 janvier. C'est pourquoi nous soutenons résolument l'action du Président de la République et du Gouvernement dans la lutte contre le terrorisme et leur action pour la sécurité collective dans le respect des libertés. Nous saluons le courage de nos soldats engagés dans cette lutte internationale et la mémoire de ceux qui lui ont donné leur vie.

Les Français peuvent compter sur nous pour relever les défis du nouveau monde et mener ces combats pour le progrès humain. Socialistes et républicains, avec Jaurès, après Jaurès, nous affirmons la valeur et la grandeur de l'engagement militant et citoyen pour l'émancipation, c'est-à-dire pour la République.

La République a pour vocation de rassembler et non de diviser, opposer, stigmatiser. Elle a pour ambition de tracer des perspectives et non d'exciter les peurs. Elle a pour fondations la liberté qui n'est pas le libéralisme économique, l'égalité qui n'est pas seulement l'équité, la fraternité qui ne saurait être une simple charité, la laïcité qui permet de vivre ensemble et non en catégories distinctes, en communautés séparées, en territoires fractionnés. Nous nous engageons pour une République qui lutte activement contre toutes les formes de discriminations.

La République est une exigence qu'abîment l'outrance et la violence. Elle repose sur l'argument et non sur l'invective. Elle permet l'apaisement et proscrit l'affrontement. Elle tire sa force de la générosité, jamais du repli. Elle est un projet, pas une nostalgie. La République est une digue face à l'extrême droite, elle ne saurait être détournée de son esprit et de ses lois pour établir avec elle une passerelle. Nous le disons à l'unisson de la Constitution, charte fondamentale de la nation : la République est indivisible, démocratique, laïque et sociale.

Plus que jamais, face à l'extrême droite et à la droite extrémisée, face aux vents mauvais que font souffler sur le continent européen les discours xénophobes et nationalistes, face à l'offensive libérale-conservatrice contre le rôle actif de la puissance publique dans l'économie et pour le démantèlement de l'Etat protecteur, nous sommes mobilisés.

Mobilisés pour le redressement de la France, une vie meilleure pour les Français et pour notre jeunesse car elle est l'avenir.

Mobilisés pour que l'Europe renoue avec l'esprit de solidarité entre les Etats et les projets pour les peuples, dans la fidélité à l'œuvre de François Mitterrand et de Jacques Delors.

Mobilisés pour l'écologie et l'internationalisme, ces deux mots pour dire aujourd'hui humanisme.

Mobilisés pour bâtir, dans notre pays, l'alliance populaire qui, attachée à ces principes et à ces objectifs, les fera vivre, grandir et triompher.

Avec les socialistes rassemblés. Avec les forces de la gauche, politiques, syndicales, associatives, qui souhaiteront y prendre toute leur part et toute leur place. Avec les citoyennes et les citoyens qui, amoureux de leur pays et désireux d'agir pour le progrès, la rejoindront pour participer, proposer, s'engager.

Voilà la cause, la grande cause, que nous proposons, nous socialistes, dans le présent et pour le futur. Cette cause est à la hauteur du peuple de France, de son histoire, de ses conquêtes, de ses valeurs. C'est une cause magnifique. Une cause collective. Une cause pour chacun et pour tous. C'est notre cause commune.

Poitiers, 7 juin 2015.